

<https://pierre-alainmillet.fr/economie-faire-l-experience-de-la-gestion-par-les-salaries>



Conseil de métropole du 10 avril 2017

economie : faire l'expérience de la gestion par les salariés. ..

- Délibérations - Conseil métropolitain du Grand Lyon -

Date de mise en ligne : lundi 10 avril 2017

Copyright © Blog Vénissien de Pierre-Alain Millet - Tous droits réservés

Monsieur le président, chers collègues,

nous voterons cette délibération en insistant sur l'enjeu de ce dossier dans nos temps d'incertitudes sur l'économie, la mondialisation, l'emploi, enjeu qui nous pousse à ouvrir le débat sur le rôle des salariés dans l'économie en général.

La délibération considère que L'économie sociale et solidaire participe à ces objectifs en conjuguant développement économique, lutte contre les exclusions, problématiques environnementales et solidarités. En quelque sorte, l'ESS serait une économie préservant la société. Il nous semble que le plus important est : qui peut créer de l'emploi ?

La réponse dominante est claire : ce sont les patrons, les héros de nos médias, qui innovent, prennent de terribles risques, et sont harcelés par les administrations et les syndicats et qui ont « besoin d'aire » comme le titre le manifeste anti-national du MEDEF. Ils ont besoin de cette liberté dont les travailleurs savent depuis le 19e siècle que c'est la liberté du loup dans le poulailleur, même si en ces temps de crise politique, beaucoup trop l'ont oublié.

Or, toutes les études le confirment et cette délibération en fait état : Ce modèle entrepreneurial spécifique crée plus d'emplois que l'économie classique : entre 2010 et 2014, l'emploi a augmenté de 1,4 % dans l'économie sociale, quand il a baissé globalement de 0,3 % dans le secteur privé classique à l'échelle nationale

Alors ce secteur est vaste, des petites associations qui ne tiendraient pas sans aide publique, d'où l'importance de cette délibération, à des poids lourds du secteur bancaire qui se présentent comme coopératifs sans qu'on voit vraiment la différence dans leur rapports aux territoires et à leurs clients-sociétaires.

C'est d'ailleurs Jean-Marc Borello, président du Groupe SOS qui va passer le milliard de chiffre d'affaire et soutien d'Emmanuel Macron qui appelle je cite *"à une nouvelle ESS 2.0 avec la « souplesse » et « l'efficacité » d'un capitalisme moralisé et patient"*. Quand on cherche un peu, on trouve dans son groupe des dirigeants par ailleurs gérant de sociétés diverses, qui n'ont rien à voir avec l'ESS. Peut-être leur activité en ESS leur apporte-t-elle une justification sociale, mais cela révèle bien que pour eux, elle n'est qu'une forme de l'économie de marché, bref, une forme du capitalisme, ce que nous dit d'ailleurs Emmanuel Macron *« je n'oppose pas l'ESS aux autres modèles de croissance »*.

Au contraire, Thierry Jeantet, président du forum international ESS, et peu suspect de sympathies communistes considère que, je cite : Les débats pré-élection présidentielle restent, pour la plupart, confinés dans un espace néolibéral (capitalisme social et autres), voire libéral-laissez-faire (chasse à l'Etat...). Cette obstination est pour le moins étonnante lorsqu'on sait à quel point la crise financière de 2008 a marqué l'échec de ces politiques et qu'on en saisit, aujourd'hui encore, toutes les conséquences sociales et économiques tant en Europe qu'ailleurs.

Mais on ne comprend rien à l'économie sans l'appui de Marx et l'analyse du partage de la plus-value, comme le montre l'exemple récent de l'OPA du géant KRAFT sur le géant UNILEVER. KRAFT avec le célèbre Warren Buffet, vous savez, celui qui dit *« la lutte des classes existe, et c'est ma classe, celle des riches, qui la conduit et qui est en train de la gagner »*, a tenté d'absorber le géant UNILEVER qui aurait de fortes marges de rentabilité. Pensez, chaque salarié de UNILEVER en France ne contribue chaque mois à verser, que tenez-vous bien 2219€ aux actionnaires, presque deux fois son salaire. Et Warren Buffet pense qu'il faut faire plus que les 18% de rentabilité du capital ! UNILEVER c'est le géant contre lequel se sont battus les ouvriers de FRALIB jusqu'à

recupérer l'usine et faire vivre justement la SCOP-Thés et Infusions.

C'est ainsi qu'on peut être l'antithèse vivante de son discours. Jean-Marc Borello peut défendre un capitalisme moral et patient, le capitalisme se charge de nous rappeler sa brutalité, et la réussite même de Jean-Marc Borello montre qu'on peut entreprendre et réussir y compris individuellement, sans exiger de dividendes. Autrement dit, on peut se passer du cœur du capitalisme, la rémunération du capital supposée permettre à la main invisible de prendre les bonnes décisions !

L'économie sociale et solidaire est pour nous un terrain d'expérience, d'apprentissage pour développer la capacité de ceux qui travaillent à se passer de dividendes, donc d'actionnaires, à décider eux-mêmes où et pourquoi créer de l'emploi. Cela ne permettra jamais de renverser la table économique bien sûr, mais l'expression même « d'entrepreneur salarié » utilisé dans l'ESS est comme une promesse de dépassement de la contradiction capital-travail, une promesse qui prépare une autre société, celle où la bourgeoisie aurait perdu son rôle dirigeant.

Car ce qui apparaît dans cette crise profonde, c'est que nous avons une bourgeoisie qui n'a jamais aimé l'industrie, préférant toujours la rente, une bourgeoisie qui de Thiers à Pétain, n'a jamais aimé la France, préférant toujours l'atlantisme ou l'Allemagne, le gaullisme ayant été une exception qui révèle la puissance du fait national républicain, et qui malheureusement, n'a pas mieux résisté à la recomposition politique imposée par le choix européen de 1983 que le parti communiste. Mais l'histoire continue et la vieille taupe creuse toujours.

Post-scriptum :

deux remarques de détail sur la rédaction de cette délibération qui dit « le GRAP société coopérative d'intérêt collectif est devenu SA en 2016, ce qui peut être mal lu, le GRAP est bien toujours un SCIC, ces structures coopératives pouvant prendre plusieurs formes juridiques, dont celle d'une SA, mais toujours avec les règles coopératives sur les bénéfices et une remarque sur l'anglais, avons-nous vraiment besoin d'une méthodologie d'open innovation »